



Retenue par les milieux économiques, l'UE paraît à la traîne des Américains pour sanctionner la politique russe en Ukraine

Sanctions : le pas de deux Europe-Etats-Unis

Russie

En pointe désormais sur le dossier, Barack Obama a expliqué que le nouveau train de sanctions avait pour but d'inciter Vladimir Poutine à cesser d'alimenter la rébellion dans l'est de l'Ukraine. Le président des Etats-Unis dit avoir « en réserve » **des mesures plus importantes en cas d'invasion**. La Russie a exprimé son « écoeurément » jugeant que l'initiative américaine démontre « une absence totale de compréhension [...] au sujet de ce qui se passe en Ukraine ».

Gilles Sengès

● D'un côté, des sanctions présentées lundi en grande pompe par la Maison Blanche et une liste détaillée de sept hommes d'affaires et de dix-sept entreprises, catalogués comme des proches de Vladimir Poutine et qui vont être désormais privés de visas américains et de leurs actifs, gelés aux Etats-Unis. De l'autre, une réunion technique d'ambassadeurs et l'annonce officielle d'un accord préliminaire sur 15 noms de personnalités dont l'identité ne sera rendue publique que ce mardi au Journal officiel. Les Etats-Unis et l'Union européenne n'ont visiblement pas la même ardeur et le même sens de la mise en scène lorsqu'il s'agit de prendre des représailles contre la Russie pour son attitude en Ukraine...

« Le lobby économique européen s'active énormément pour préserver le « business as

usual » et multiplie les pressions sur les gouvernements et sur Bruxelles pour éviter que soient prises des sanctions trop fortes » explique Tatiana Kastouéva-Jean, experte de la Russie à l'Institut français des relations internationales (Ifri), qui se montre sceptique sur les mesures adoptées jusque-là. « Les listes des personnes visées des deux côtés de l'Atlantique ne donnent pas l'impression d'avoir été coordonnées. Elles sont accueillies en tout cas avec une certaine ironie à Moscou qui s'estime conforté dans sa politique de « renationalisation » des élites visant à interdire la double nationalité, à rapatrier les actifs étrangers, etc. »

D'autres y voient au contraire une stratégie de dissuasion bien huilée, du type « good cop, bad cop ». « Chacun son rôle et ses contraintes mais tout se fait en bonne coopération. C'est assez bien coordonné, » analyse Jean-Dominique Giuliani, le président de la Fondation Robert Schuman. « Les Américains peuvent moins se cacher que les Européens qui se trouvent en première ligne et sont engagés jusqu'au cou économiquement en Russie mais les deux ont bel et bien monté d'un cran en matière de sanctions. Chacun son rôle. Celui des Etats-Unis est clairement de traquer l'argent de Vladimir Poutine et de montrer comment il s'est enrichi. »

Longtemps indifférentes à la situation, les opinions publiques commencent à se lasser des manœuvres russes. Aux Etats-Unis, les nostalgiques de la guerre froide ont repris du poil de la bête, poussant Barack Obama à durcir le ton.

En Europe, l'Allemagne qui affichait jusque-là une grande compréhension à l'égard de la Russie dont elle est le premier partenaire commercial et qui lui fournit 40% de son gaz a, aussi, haussé le ton.

La prise d'otages par des séparatistes pro russes de plusieurs observateurs européens de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), parmi lesquels figurent quatre Allemands, a été vigoureusement condamnée par Berlin. Leur exhibition a été jugée « révoltante » et portant atteinte « de manière flagrante à la dignité des victimes » a dénoncé dimanche le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, dans un communiqué, en ajoutant que la Russie a « un devoir d'user de son influence » afin que les membres captifs de la mission de l'OSCE soient libérés aussi rapidement que possible.

Alors que les Russes minimisent l'impact de cette nouvelle vague de sanctions, l'occident n'en commence pas moins à épuiser ses cartouches. Barack Obama qui a déjà imposé un embargo sur les équipements de haute technologie susceptibles de renforcer les capacités militaires de la Russie a clairement laissé entendre qu'en cas d'intervention militaire de Moscou en Ukraine, les Etats-Unis imposeraient des sanctions sur des pans entiers de l'économie russe, notamment dans le domaine des services financiers, de l'énergie, des métaux et des mines et de la défense... Autant dire du lourd.

@Gillesengès